



Les  
Producteurs  
de lait  
du Québec

## Entente États-Unis, Mexique, Canada, sur le dos des producteurs de lait



Chers producteurs,

Je retiens mes choix de mots pour exprimer le sentiment de frustration qui m'habite. Le Canada a cédé aux pressions américaines. Pour sauver les meubles de l'ALENA, il a sacrifié une fois de plus les producteurs de lait, sans faire de véritables gains dans la nouvelle entente. La gestion de l'offre est maintenue, c'est vrai. Mais elle est une fois de plus affaiblie par

d'importantes concessions de marché. Comment ne pas se sentir trahi?

En ajoutant l'accès cédé aux Américains aux pertes de l'AECG et du PTPGP, c'est près de 800 millions de litres de lait qui ne seront plus produits par les producteurs canadiens. L'équivalent de la production annuelle de 1 200 fermes laitières moyennes du Québec, perdu à perpétuité. À cette perte pour notre revenu, l'économie des régions et notre souveraineté alimentaire, s'ajoute un abandon du Canada d'une partie de sa souveraineté politique.

En effet, le Canada s'est engagé à éliminer la classe 7, qui était le fruit d'une entente commerciale privée, entre les producteurs et les transformateurs de lait. C'était, entre autres, une réponse de l'industrie laitière canadienne à l'inaction du gouvernement dans le contrôle des importations de lait diafiltré américain. Elle nous permettait d'offrir aux transformateurs laitiers une alternative canadienne à ce produit, en leur fournissant des ingrédients à prix concurrentiel. L'accord prévoit que nous pourrions possiblement développer d'autres mécanismes pour commercialiser des ingrédients laitiers au prix américain, mais cela reste à préciser.

Ensuite, le gouvernement a accepté que les Américains imposent un plafond à nos exportations de poudre de lait écrémé (PLÉ). Tous les grands pays producteurs de lait ont des surplus de PLÉ. Le Canada n'y échappe pas, malgré la gestion de l'offre. En se pliant à cette exigence illégitime des Américains, le Canada renonce à un droit négocié dans les accords de l'OMC. Cela nous condamne à écouler une partie de nos surplus pour l'alimentation animale sur le marché

intérieur ou à cesser de produire le beurre associé à cette PLÉ et à l'importer. Il est clair que les Américains veulent nous menotter. Cela ne règlera d'aucune façon la crise laitière qu'ils subissent en raison de leur totale indiscipline de production.

Nous allons poursuivre l'analyse de l'entente et de ses impacts sur notre secteur dans les prochains jours. Nous ne sommes pas sans appui dans cette nouvelle épreuve. Tous les partis politiques québécois se sont engagés formellement pendant la campagne électorale à nous soutenir si un accord affectant la gestion de l'offre était conclu. Nous avons formé une large coalition de partenaires d'affaires et d'organisations et les citoyens sont derrière les producteurs et les produits d'ici.

En annonçant l'entente aujourd'hui, le gouvernement canadien a promis de dédommager entièrement et justement les producteurs pour les concessions faites. Ce n'est pas ce que nous voulions. Nous voulions produire ce lait pour nourrir nos concitoyens et tirer nos revenus du marché. Si le passé est garant de l'avenir, vous me permettrez de ne pas accorder beaucoup de crédibilité à cette promesse.

Il faudra quelques mois pour que les partenaires ratifient l'accord. Les concessions de marché seront étalées sur 6 ans, à compter de son entrée en vigueur. Les semaines et les mois qui viennent seront donc encore teintés par l'incertitude et la turbulence pour notre secteur. Nous vous tiendrons informés des détails de cet accord et de notre plan d'action pour en atténuer le plus possible les contrecoups.

Bruno Letendre, président des Producteurs de lait du Québec

Le 1<sup>er</sup> octobre 2018

**Note :** Pour les producteurs de lait qui désirent plus d'information, consulter le document d'analyse préliminaire sur l'extranet.